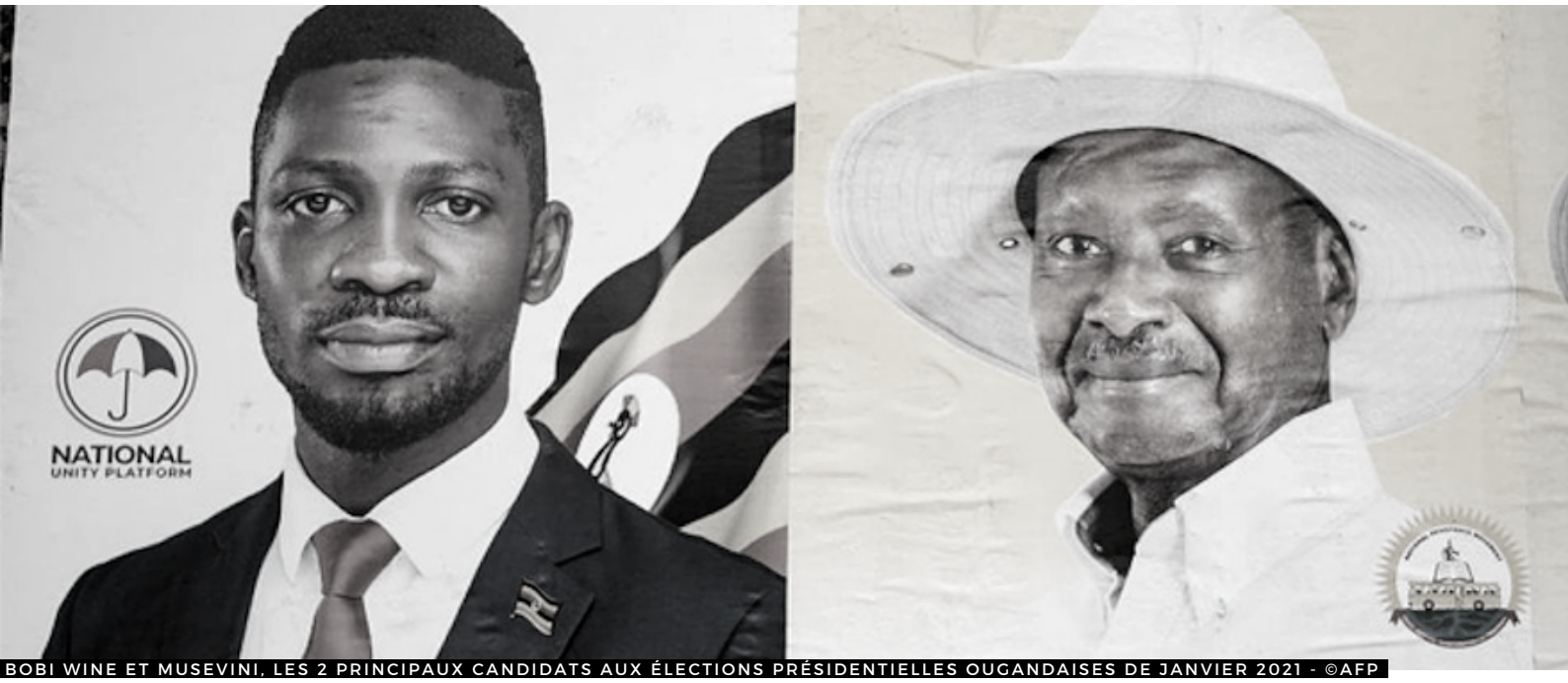
MARS 2021 - NEWSLETTER #1

NOUVELLES OUGANDAISES

CARNET DE VOYAGE DE BASTIAN COLLET - VOLONTAIRE À GULU



BOBI WINE ET MUSEVINI, LES 2 PRINCIPAUX CANDIDATS AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES OUGANDAISES DE JANVIER 2021 - ©AFP

Un long chemin vers la transition

L'ACCÈS À L'INFORMATION EST UN DROIT DES CITOYENS ET UN DEVOIR DE L'ÉTAT - 1-2

L'OUGANDA DE 1986 À 2020 - 2

LE DROIT DE MANIFESTER, DE SE RASSEMBLER, DE CRIER HAUT ET FORT SES IDÉES - 3

LA WOMEN'S SITUATION ROOM - 4

LENDEMAIN DES ÉLECTIONS ET RETOUR DE L'INTERNET - 5

QUID DE LA SUITE ? - 5

MERCI POUR VOTRE SOUTIEN - 6

L'accès à l'information est un droit des citoyen·ne·s ET un devoir de l'État

MERCREDI 13 JANVIER 2021 | 19H00 (EAT)

À l'heure de commencer à vous écrire ces quelques lignes, l'Internet vient d'être coupé dans tout le pays. Lundi, c'était les réseaux sociaux, mais nombreux sont les Ougandais·e·s qui se sont repliés sur les VPN permettant d'y accéder malgré tout en utilisant des adresses IP générées dans d'autres pays. Alors que le gouvernement est à l'origine de la coupure des réseaux, le président Musevini diffusait encore ce jour un de ses discours en live sur Facebook. Quelle ironie ! On l'oublie parfois, mais couper les réseaux sociaux signifie aussi couper la messagerie Whatsapp qui unit le monde entier et qui a remplacé nos bons vieux SMS depuis longtemps. Difficile de rester en contact donc. Mais toujours possible en se débrouillant un peu.

Jeudi 14 janvier 2021, c'est journée d'élections présidentielles en Ouganda. Du coup, mercredi 13 à 19h00, plus de contournement possible : avec la coupure totale de l'Internet par les compagnies de communication, c'est tout le pays qui est plongé dans le noir, n'ayant plus accès ni aux médias nationaux, ni internationaux. Et nous avec évidemment.

Très étrange, cette sensation. Bien sûr on a tou·te·s cette envie parfois de se déconnecter complètement, de s'affranchir de cette connectivité qui parfois nous détourne des choses les plus essentielles. Reste que lorsqu'on souhaite se déconnecter, on le décide, on le choisit. Quand cette déconnection est imposée pour on ne sait combien de temps, la sensation est ressentie comme une violation d'un de nos droits les plus fondamentaux, celui de l'accès à l'information, au monde, à ses proches.

Alors bien sûr, combien de personnes, de pays restent encore peu ou pas connectés dans le monde, même en temps normal ? Tellement. Trop assurément. On en viendrait presque à les envier parfois. Mais c'est oublier qu'Internet ne sert pas seulement à nous connecter entre privés, c'est aussi un moyen de connecter les entreprises, les organisations, de leur permettre de transférer de l'argent, de communiquer entre fournisseurs, commerces et clients.

Selon les premières projections, cette coupure du réseau internet aura coûté au minimum 1,7 million de dollars à l'économie ougandaise [1].

Quand tout s'arrête, ce sont toutes ces chaînes qui sont aussi mises à l'arrêt. Et les retards dans les projets qui s'accumulent également. Pour nous à GWED-G, et pour moi en tant que spécialiste en communication, ce sont la majorité des activités qui sont mises en attente : plus d'accès aux réseaux sociaux pour expliquer les projets, plus d'accès au site internet qui doit être revu de fond en comble, plus d'accès aux groupes Whatsapp pour organiser les futures activités déjà projetées la semaine d'après.

Tout ça peut paraître anodin avant de l'avoir expérimenté de l'intérieur. Ne reste plus que le bon vieux Word sur lequel je profite de coucher ces quelques lignes, depuis ce pays qui a tellement envie d'avancer mais qui se retrouve, parfois, comme ces jours, replongé dans des temps incertains sur lesquels personne n'a d'emprise si ce n'est les tout-grands au sommet.

Mais revenons un peu en arrière pour comprendre comment le pays en est arrivé là.

[1] Article de la *BBC*, 15.01.2021.

Le pays a beaucoup évolué économiquement, mais l'Ouganda reste un des pays les plus pauvres au monde et dramatiquement dépendant des aides étrangères.

L'Ouganda de 1986 à 2020

UNE LONGUE PÉRIODE DE TRANSITION

Essayons de ne pas rentrer dans une discussion politique ici de qui a tort ou raison, qui est de gauche ou de droite : cette dichotomie bien établie dans nos pays au Nord n'a d'ailleurs pas vraiment raison d'être ici. Ici on est pour le pouvoir en place ou on est contre.

Le pouvoir en place ici, c'est le président Musevini, qui a libéré le pays en 1986 des «présidents» / dictateurs Amin Dada et Milton Obote (respectivement de 1971 à 1979 et de 1979 à 1986) qui gouvernaient le pays d'une main de fer et sont tenus pour responsables de centaines de milliers de morts, avec toutes les violations des droits humains qui peuvent accompagner un coup d'état. Dans le nord du pays où je me trouve, la région Acholi a continué à être ravagée par « l'Armée du Seigneur » (Lord's Resistance Army en anglais), groupe armé qui a mené une guerre sans merci aux gouvernements en place. Et cette guerre n'a cessé ici qu'en 2006, il y a 15 ans.

Il y a 15 ans, j'en avais 16 et je vivais une vie bien paisible en Valais, m'interrogeant si j'allais plutôt étudier le droit ou les relations internationales. Pas sûr même que je me posais déjà ces questions en ces termes. Au même moment, ici, on mettait enfin fin à une guerre qui aura fait vivre à la population les heures les plus sombres de son histoire : violation des droits humains en masse, viols, enfants soldats, mouvements de population, etc…

Depuis l'arrivée au pouvoir de Museveni, l'Ouganda a progressé dans le domaine des droits humains, même si énormément reste à faire. Le pays a beaucoup évolué économiquement, mais l'Ouganda reste un des pays les plus pauvres au monde et dramatiquement dépendant des aides étrangères (US, Europe, Chine, j'en passe et des meilleurs).

35 ans après l'arrivée au pouvoir du président actuel, la question que posent les observateurs internationaux et les opposants paraît simple : un président se revendiquant « libérateur » du pays ne devrait-il pas également assurer une transition pacifique du pouvoir ?

C'est là que le gouvernement ougandais et ses opposants ne semblent pas tomber d'accord : pour Musevini et son parti le NRM (National Resistance Movement), les opposants peuvent se présenter, et si la population souhaite qu'il s'en aille, il s'en ira.

Les faits sont malheureusement là : tout au long de cette campagne, les opposants ont été arrêtés, puis relâchés, arrêtés encore, libérés à nouveau. La raison principalement évoquée serait le non-respect des mesures sanitaires liées au Covid-19.

Il est certain que les rassemblements que l'on voit sur ces images laissent penser qu'ils pourraient accélérer la propagation du virus. Le diable se cachant dans les détails, je vous laisse maîtres du jeu des 7 différences entres les images des rassemblements en faveur de Musevini ou en faveur de Bobi Wine (principal opposant à Museveni), soutenu principalement par les citoyen·ne·s vivant dans les villes et par la jeunesse du pays (l'Ouganda possède la population la plus jeune du monde, 77% des Ougandais·e·s étant âgés de moins de 25 ans).

RASSEMBLEMENT DES SUPPORTERS DE BOBI WINE À KITGUM - 11.11.2020 - ©COMPTE TWITTER DE BOBI WINE

RASSEMBLEMENT DES SUPPORTERS DE MUSEVINI À RUKUNGIRI - 14.12.2020 - ©THE INDEPENDENT

[...] seul lui peut décider si et quand il y aura transition ou non, si elle sera pacifique ou pas. Le pouvoir du pouvoir en place, encore et toujours.

Le droit de manifester, de se rassembler, de crier haut et fort ses idées

NOVEMBRE 2020 - UNE CAMPAGNE QUI DÉRAPE

Bien sûr ce droit de s'exprimer n'est jamais acquis, même pas chez nous, encore moins en période de Coronavirus. Ceci dit, voici les faits qui ont eu lieu en novembre 2020 en Ouganda suite à une énième arrestation de Bobi Wine : des manifestations massives et violentes au sein de la capitale Kampala. Qui dit manifestations sous un régime craignant la fin de son hégémonie, dit répression. 57 morts. C'est le bilan attesté par de nombreux médias, nationaux comme internationaux. Et c'est également l'étincelle qui met le feu aux poudres.

Du côté du gouvernement en place, on prétend que 35 de ces morts seraient dues au fait que ces personnes ont attaqué des forces de sécurité. Pour les 22 restantes, les enquêtes sont toujours en cours. L'avenir dira qui en est coupable. Ou pas. La réalité demeure implacable et dramatique : ces 57 personnes sont décédées, quels qu'en soient les responsables.

Bien sûr, quand on voit ces images, certain·e·s penseront à faire le parallèle, toutes proportions gardées, avec la prise du Capitole américain ayant eu lieu début janvier 2021. Aucun pays n'est à l'abri de la remise en question du pouvoir en place, ou de l'establishment, ou de telle ou telle personnalité aux commandes. Aucun. Cependant, aux États-Unis comme en Ouganda, en Suisse comme ailleurs, chacun·e devrait appeler de ses vœux une transition PACIFIQUE du pouvoir. Le droit de ne pas être d'accord, c'est aussi le devoir de l'exprimer à travers les institutions en place. Des institutions législatives et judiciaires fonctionnelles qui assurent des résultats transparents et une représentativité légitime, celle du peuple. Faut-il encore qu'elles existent et qu'elles fonctionnent en toute transparence.

MANIFESTATIONS LORS DE L'ARRESTATION DE BOBI WINE À KAMPALA - 18.11.2020 - ©THE GUARDIAN

Il est difficile d'affirmer que les élections s'étant déroulées en Ouganda n'ont pas été transparentes et représentatives de la volonté de la population. Il faut espérer que la lumière sera faite sur ces processus quand le président en place s'en ira. S'il promet à chaque élection d'accepter le verdict des urnes, seul lui peut décider si et quand il y aura transition ou non, si elle sera pacifique ou pas. Le pouvoir du pouvoir en place, encore et toujours. L'importance du vote des citoyen·ne·s mais également celle de la société civile qui joue un rôle-clé dans ces processus pour attester du bon fonctionnement des institutions. Cette société civile a été 'quelque peu' mise de côté lors de ces élections : 75% des observateurs que les États-Unis voulaient déployer sur place à cette occasion se sont vu refuser leurs accréditations. Il en est de même pour les médias étrangers. Quant à savoir si les élections se sont déroulées de manière transparente et pacifique, peu d'observateurs externes au gouvernement pourront malheureusement en témoigner. Ce constat fait, il y a quand même toujours du positif à relever au milieu de cette période très particulière en ce début de nouvelle année.

Ce fût une vraie chance [...] de pouvoir comprendre de l'intérieur comment les ONGs s'organisent malgré les tensions pour parvenir à une paix durable en Ouganda.

La Women's Situation Room

OBSERVATRICE NEUTRE ET EXTERNE

La Women's Situation Room, c'est une initiative en faveur de processus électoraux pacifiques à laquelle participe GWED-G (l'organisation pour laquelle je travaille) : à Gulu dans le nord du pays, c'est GWED-G qui est l'hôte de cette initiative, ayant joué le rôle d'observatrice indépendante dans nombre de processus électoraux en Afrique depuis 2011. Pour éviter les violences avant, pendant et après les élections, les 4 villes les plus importantes du pays ont été équipées de centres d'appel que la population peut joindre gratuitement pour signaler tout incident lié aux élections. Dans 30 districts à travers tout le pays, des observateur/-trices ont été formés pour surveiller et signaler les problèmes aux abords des bureaux de vote, dans les villages et les villes, et rediriger la police vers les endroits où les évènements surviennent.

L'ARMÉE OUGANDAISE DÉPLOYÉE DANS LES RUES DE KAMPALA APRÈS L'ARRESTATION DE BOBI WINE - 18.11.2020 - ©MMTV256

Cette initiative est dirigée par des «Eminent Women», toutes activistes dans leur domaine pour la défense des droits humains et de la paix. Ce fût une vraie chance pour Emma McGeachy (autre volontaire d'Eirene Suisse) et moi-même de pouvoir faire partie de cette initiative et comprendre de l'intérieur comment les ONGs s'organisent malgré les tensions pour parvenir, même et surtout en temps d'élections, à une paix durable en Ouganda.

LES OBSERVATEURS/-TRICES FORMÉS PAR GWED-G ET LA WOMEN'S SITUATION ROOM - 12.01.2021

Tout ce qui a été écrit ci-dessus l'a été la veille des élections. Que reste-t-il quelques semaines après l'annonce des résultats de cette élection présidentielle en laquelle de nombreuses personnes fondaient leurs espoirs ici en Ouganda ? 'Pas grand-chose', dirais-je pour rester aussi neutre que possible.

Lendemain des élections et retour de l'Internet

« NON, NON, RIEN N'A CHANGÉ », CHANTAIENT LES POPPYS

La puissante commission électorale ougandaise a déclaré Museveni grand vainqueur des élections avec 58,64% des suffrages contre 34,83% pour Bobi Wine. De fait, Museveni remporte ainsi sa 6ème élection depuis sa prise de pouvoir en 1986. Rien ne bouge sous le soleil donc. Bobi Wine a beau contester ces résultats, qui auraient été truqués par le pouvoir en place selon lui, Musevini est officiellement entré dans l'histoire dimanche 17 janvier 2021 comme l'un des présidents africains (et du monde) restés le plus longtemps au pouvoir. 40 ans à régner. Toute une vie.

Quand il est questionné sur son futur politique, Bobi Wine déclare que « le fait de le mettre en résidence surveillée est un exemple de ce qu'il qualifie d'illégal et de mépris de la loi de la part de Museveni. Interrogé sur la suite des événements, il affirme que son mouvement et lui même restent déterminés à détrôner 'un dictateur' [#weareremovingadictator était son slogan tout au long de la campagne] et qu'ils ne reculeraient devant rien tant que l'Ouganda ne serait pas libéré. » [2]

Encore une fois, ces allégations ne changeront rien aux 5 années à venir. Musevini restera en place et s'arrangera vraisemblablement pour assurer que le pouvoir reste aux mains de sa famille, ou du moins de son parti, lors de sa succession probable en 2026. C'est d'ailleurs dans 5 ans que les observateurs internationaux prédisent des violences plus graves puisqu'il devra y avoir succession d'une manière ou d'une autre, Musevini ayant 76 ans cette année. Affaire à suivre donc.

[2] Article de *Voices of Africa*, 19.01.2021.

Ces droits fondamentaux sont longs et difficiles à acquérir, mais ils changent pour toujours et durablement une société.

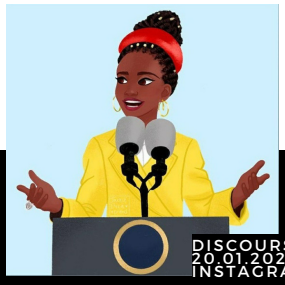
Quid de la suite ?

QUEL AVENIR POUR LA DÉMOCRATIE EN OUGANDA ?

Pour les Ougandais·e·s, c'est un lent retour à la 'normale'. Pour les projets de GWED-G et notre quotidien ici aussi. Au terme de ce petit récit de l'intérieur, j'espère avoir réussi à donner un aperçu le plus synthétique possible de ce que pouvait représenter une période tendue dans un pays africain à l'heure de décider de son destin. Mais peut-être et surtout, j'ai l'espoir d'avoir suscité une prise de conscience : vivre dans une des démocraties les plus poussées et abouties, que nous avons la chance d'avoir en Suisse, n'est pas donné et résulte d'années, de siècles de lutte pour que chacun·e ait sa place et son mot à dire dans la société. C'est un vrai trésor qu'il nous faut défendre à chaque fois qu'il est attaqué.

Ce système reste perfectible bien sûr. Mais avant d'en trouver un meilleur, il représente sans nul doute la forme la plus juste et équitable d'organiser nos sociétés. Winston Churchill disait d'ailleurs : «La démocratie est un mauvais système, mais il reste le moins mauvais de tous les systèmes.»

Je finirai sur ces mots d'Amanda Gorman, jeune et talentueuse poétesse afro américaine de 22 ans, choisie pour réciter un poème écrit pour l'investiture de Kamala Harris et Joe Biden en tant que vice-présidente et président des États-Unis le 20 janvier dernier :



DISCOURS D'INVESTITURE 20.01.2021 - ©COMPTE INSTAGRAM D'A. GORMAN

"But while democracy can be periodically delayed, it can never be permanently defeated."
Amanda Gorman - Inauguration poem - January 2021

« Mais si la démocratie peut parfois être retardée, elle ne peut indéfiniment être mise en échec. »
Amanda Gorman - Poème d'investiture - Janvier 2021

L'espoir doit rester de mise, ici comme dans tout autre pays sur le chemin de la liberté et du respect. Ces droits fondamentaux sont longs et difficiles à acquérir, mais ils changent pour toujours et durablement une société.

Merci pour votre soutien !

Suite du projet avec GWED-G

2020 À 2022

Petit rappel utile : mon projet ne peut continuer que grâce à vos dons. Petit ou grand, chaque don nous permettra d'aller au bout des projets menés par GWED-G pour défendre les droits des femmes et de la population ougandaise dans son ensemble. Vous pouvez utiliser les coordonnées bancaires ci-dessous ou simplement cliquer sur le logo d'Eirene Suisse pour être redirigé vers le formulaire de don en ligne.

Je remercie encore une fois du fond du cœur celles et ceux qui ont déjà contribué. Et tou·te·s celles et ceux qui le feront encore. À bientôt !

Pour continuer à suivre mes nouvelles, rendez-vous sur https://www.facebook.com/bastiancolletvolontaire
Pour tout connaître du projet : https://eirenesuisse.ch/projet/droits-femmes-leadership-ouganda/
Pour inscrire d'autres personnes à cette Newsletter, écrivez-moi à bastian.collet@graduateinstitute.ch

Eirene Suisse
Construire la Paix Ensemble

Merci infiniment pour votre soutien !

Adresse de correspondance : Rue des Côtes-de-Montbenon | 1003 Lausanne
Tél : +41 22 321 85 56 | **e-mail** : info@eirenesuisse.ch | www.eirenesuisse.ch
Coordonnées bancaires : Eirene Suisse | Rue de Vermont, 17 | 1202 Genève
CCP : 23-5046-2 | **IBAN** : CH93 0900 0000 2300 5046 2 | **SWIFT / BIC** : POFICHBEXXX
Mention : Bastian / Ouganda